



C'est pas à l'Élysée, c'est pas à Matignon : Aucun compromis avec le capital et ses serviteurs !

Les consultations entre Emmanuel Macron et les partis se poursuivent pour déterminer enfin le nom d'un ou d'une Première ministre. Quelle que soit la personnalité choisie, Castets (PS), Cazeneuve (PS), Bertrand (LR), Péresse (LR)... le ou la futur(e) Premier ministre sera sans majorité et sous la menace de motions de censure. Il ou elle mettra en œuvre la feuille de route du patronat. Celui-ci aux Rencontres des Entrepreneurs de France 2024⁽¹⁾ a dit imposer ces choix : Laurent Saint-Martin directeur général de Business France, estime que *"les chefs d'entreprise vont sans doute utiliser cette séquence de la REF⁽²⁾ et de la rentrée en général, pour mettre une saine pression sur la nécessité de continuer la politique économique menée ces dernières années"*.

Le Medef aussi « a décidé de lancer un +front économique+, associant des chefs d'entreprise, des économistes et des think-tanks pour peser dans le débat et éviter que nos décideurs ne s'égarent », a déclaré Patrick Martin « face à la dette [il dit] s'interroger sur le montant et les financements des prestations sociales »... « le système ne peut plus être financé tel qu'il est conçu aujourd'hui » il dit également « de pas abroger la réforme des retraites » Et affirme que « dans la compétition mondiale on ne peut pas augmenter le SMIC » et ajoute « alors que la vie politique est conflictuelle la qualité du dialogue entre patronat et organisations syndicales reste bonne la démocratie sociale fonctionne bien » et « le message envoyé à l'exécutif est donc de nous laisser faire voilà ». Suggérant d'imiter ce modèle en nommant à Matignon, au moins pour une année, un patron "social", comme Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault !

L'entente entre le MEDEF et le pouvoir politique est parfaite. Pour le MEDEF « les entreprises n'ont pas à financer la Sécurité Sociale, l'assurance, les pensions, les retraites, les allocations chômage » disent-ils. Lundi au REF Patrick Martin, président du MEDEF, a salué Bruno Lemaire : « Merci Bruno, tu as été l'artisan déterminant et déterminé des politiques pro-business depuis 2017⁽³⁾ ».

Quels que soient les dirigeants politiques le capitalisme est le maître.

Ce n'est pas le Président qui décide. Ce sont les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie. Françoise Hollande déclarait en 2021 : *"Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne"* Eh oui à peine élu à l'Élysée, Hollande applique une stratégie économique patronale avec baisse des cotisations patronales, coupes budgétaires, focalisation sur la compétitivité des entreprises... Il ne suffit pas de changer le personnel en laissant en place les maîtres qui l'emploient. Pour continuer à exercer sa domination le capitalisme s'assure l'alternance au pouvoir des gouvernements quand cela est nécessaire. Le fondement du capitalisme est la recherche permanente du profit maximum, tout est organisé autour de cette donnée : « La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires mais de l'abaisser, c'est à dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. (K. Marx dans « salaires prix et profit »).

Les capitalistes ont besoin de l'Etat pour gérer, défendre leurs intérêts. L'Etat est à leur service, c'est l'outil qui leur permet de continuer d'exploiter les peuples. Le capitalisme a ainsi trois fers au feu : les droites, les sociaux-démocrates et socialistes de tout acabit, l'extrême droite...

Les véritables chefs d'Etats ce sont les propriétaires des grands moyens de production et d'échange

Le personnel politique au plus haut niveau est à leur entier service. C'est le cas en France, comme dans toute l'Europe. Chacune des mesures qu'adopte l'U.E renforce le pouvoir des groupes capitalistes au détriment des

Nations et de leurs peuples. Le Medef vient de saluer le tournant de la "compétitivité" opéré par la présidente de la Commission européenne. Les solutions que le Medef avait avancé avec ses homologues européens n'attendent désormais que leur application concrète: l'approfondissement du marché unique, l'achèvement de l'Union des marchés de capitaux, la nécessaire simplification... Le patronat européen souhaite que le vice-président qui sera nommé pour engager le chantier de la simplification devra engager une nouvelle approche de la politique de concurrence, plus flexible et plus favorable au développement des entreprises... Ces orientations sont portées par le lobbying patronal à Bruxelles et Strasbourg, mais aussi grâce au renforcement de la coopération entre les organisations patronales européennes réunis au sein de Business Europe, le Medef conclut « *qu'il sera attentif à la bonne mise en œuvre des nouvelles priorités de la Commission Européenne* ».

La France doit soumettre d'ici le 20 septembre son plan budgétaire et la commission européenne. Elle devra présenter en novembre une contre proposition de plan budgétaire : C'est une main mise de l' Europe capitaliste sur l'économie de notre pays.

Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et plus rapidement.

Au nom de la « compétitivité » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités, les salariés privés d'emploi... Pour accroître son taux de profit, le capitalisme veut aller beaucoup plus loin. Il veut poursuivre la destruction des acquis sociaux qui restent encore dans la loi et le code du travail. Les travailleurs et le peuple paient chèrement la note.

Qu'ils soient de droite ou de gauche Renaissance, Modem, LR, Socialistes, Rassemblement National.... Chacun à sa façon, tous insistent lourdement sur les « *sacrifices* » indispensables que le peuple doit faire. Tous ces partis sont au service du capital disposant ainsi de plusieurs fers au feu qu'il utilise quand la nécessité s'en fait sentir. L'utilisation en cas de besoin du Rassemblement National est évidemment une solution et le patronat est déjà dans la campagne de 2027 : « *Nous nous mettons en ordre de bataille en vue des prochaines échéances électorales afin de défendre nos convictions et d'influer la décision publique* ».

Oui il faut en finir avec ce monde capitaliste.

Les exemples abondent de tous ceux, qui sous couvert de l'union s'emploient en permanence avec des moyens énormes à dévoyer le mouvement populaire, à l'entraîner dans le camp de ses ennemis de classe, à la remorque des serviteurs du capital. Personne ne propose d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards qui appartiennent aux salariés qui les ont produits, à eux seuls, car ce sont eux par leur travail qui produisent ces richesses.

Pour vaincre, l'union des travailleurs et du peuple est indispensable. Nous disons à celles et ceux qui en ont assez de la politique actuelle, qui veulent que ça change : « *vosre participation au combat contre le capitalisme est décisive. Les travailleurs et le peuple représentent une force énorme quand ils agissent ensemble. L'avenir dépend de votre unité dans ce combat* ».

La lutte contre le capitalisme exige le plus large rassemblement, notre union à tous est indispensable pour vaincre. Union autour d'objectifs revendicatifs immédiats pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, le logement la santé... Mais pour changer la société, il faut avant tout abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, grandes banques), mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion. Lutter contre nos ennemis de classe jusqu'à les anéantir, construire une société nouvelle, le socialisme, tel est le but du combat que nous menons en France jour après jour.

⁽¹⁾ Ont participé à cette rencontre : l'ancien ministre Jean-François Copé et la députée écologiste Sandrine Rousseau, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel qui a remercié le patronat « *un grand hommage* »... « *sincère* », la députée européenne Valérie Hayer...

⁽²⁾ Rencontre des Entrepreneurs de France 2024

⁽³⁾ Le volume des cotisations sociales s'élevait en 2017 à 384,5 milliards d'euros, soit 37 % des prélèvements obligatoires, aujourd'hui 410 Md€ soit 33,7 % des prélèvements obligatoires.